

L'Humanité Rouge

Quotidien des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 D La Source

MEETING de solidarité avec
la lutte du peuple Zimbabwe
Avec la participation
d'un dirigeant
de la ZANU

Jeudi 6 avril à 20 h 30
Salle de l'AGECA
177, rue de Charonne Paris 11e

Ce meeting, organisé par le comité Zimbabwe, a reçu le soutien de l'Humanité rouge, du PCRml et de Drapeau rouge.

Après Klaus Croissant, Antonio Bellavita

NON

A L'EXTRADITION !

En novembre dernier, Giscard d'Estaing un des « plus grands démocrates » que nous ayons connus depuis longtemps, se croyait fort obligé d'extrader Klaus Croissant, avocat allemand.

Depuis, celui-ci croupit dans la trop tristement célèbre prison de Stammheim et son procès (dont le jugement est déjà inscrit sur les tablettes de la « justice allemande ») est repoussé jusqu'au 21 mai.

Une seconde affaire du même calibre s'annonce encore aujourd'hui dans notre pays. Mercredi 5 avril 1978, Antonio Bellavita, monteur offset à Libération, depuis 3 ans, comparait devant la chambre d'accusation. Le gouvernement et la justice italiennes ont demandé l'extradition.

Que lui reproche-t-on ? A vrai dire ce n'est pas la police française qui en a directement

après lui. Mais Bonnet, dans le cadre de la lutte anti-terroriste internationale, a enfermé Bellavita suite à l'affaire Duprat (le leader d'extrême-droite abattu il y a quelques temps). Au départ une information de « routine ». Bellavita, en effet, participait, à Paris, aux travaux d'un centre de documentation qui travaillait, entre autres recherches, sur l'extrême-droite.

(suite page 8)

Une délégation de l'Humanité rouge visite la Chine

Une délégation de l'« Humanité rouge », conduite par le rédacteur en chef adjoint, Georges Afanassief, est actuellement en visite en Chine.

L'Agence « Chine-Nouvelle » de mercredi nous apprend que la délégation a pu visiter dans la matinée la rédaction du « Renmin Ribao » (Quotidien du peuple) et s'est entretenue avec les camarades du journal.

Le soir, un banquet était offert par Hou Tsi-wei, rédacteur en chef du « Renmin Ribao » et d'autres dirigeants du journal et des responsables du service intéressé du Département de liaison internationale du Comité central du Parti communiste chinois ont assisté au banquet.

QUAND LES « OUBLIES » DE L'ILE DE BATZ ONT DEBARQUE A PLOUDALMEZEAU

Page 7

Israël BEGIN DE PLUS EN PLUS ISOLE

Page 2

Lille SIONISTES — PS : MEME COMBAT

Page 3

SEGUY : UN COMPLICE ACTIF DE LA REPRESSION ANTI-OUVRIERE A L'EST

Page 5

Jeudi 6 avril à 18 h 30

Place Denfert Rochereau

Manifestation anti-marée noire

Cette manifestation est convoquée à l'appel des partis dits de gauche et de divers syndicats qui vont se faire une bonne publicité à cette occasion.

Mais si nous la signalons, c'est que nous invitons les camarades, amis et lecteurs à y aller. Pourquoi ? Le « Collectif anti-marée noire », constitué de divers mouvements écologistes, « appelle les groupes syndicaux, politiques ou écologistes, quels qu'ils soient, à se rassembler derrière la banderole unitaire du Collectif », lors de la manifestation de jeudi, à Paris, place Denfert-Rochereau.

Le Collectif qui regroupe le mouvement écologique de Paris, « Paris-Écologie », la coordination des lycées et facultés des comités anti-marée noire, la coordination des comités nucléaires de Paris et le Comité breton de défense de l'Environnement, regrette, dans un communiqué, que « certains participants à la ma-



Les agriculteurs pompent avec leur « tonnes à lisier ». Plage de Portsal (photo Marc Letissier).

nifestation aient émis des exclusives (vis-à-vis de certaines organisations) au moment de signer le texte d'accord unitaire ».

Se déclarant « opposé à toute discrimination politique ou sociale et à

tout sectarisme en la circonstance », le Collectif anti-marée noire déclare en conclusion « regretter la politique politicienne suiviste et sectaire de tous ceux, dont les « Amis de la terre » de Paris, l'Union démocratique bretonne, le PSU, la CFDT, qui ont accepté les exclusives sur la base du même texte ».

Il est donc important de soutenir cette juste initiative des écologistes.

● Italie

Vaste opération de police

Deux vastes opérations de police sont en cours à Rome et à Gênes sous prétexte de l'enquête sur l'enlèvement du président de la démocratie chrétienne, Aldo Moro.

A Rome, une centaine de jeunes ont été interpellés dans les quartiers Nord de la capitale et conduits à la préfecture de police. On ignore le motif de ces interpellations.

A Gênes, plus de mille policiers et carabinieri ont lancé une vaste opération qui intéresse toute la province. Des hélicoptères et des unités navales sont utilisées. Les contrôles ont également été intensifiés dans la région de Pescara.

Aux termes des nouvelles mesures antiterroristes adoptées par le gouvernement italien au lendemain de l'enlèvement d'Aldo Moro, les policiers « peuvent retenir dans les commissariats pour une durée maximum de 24 h toute personne refusant de déclarer son identité ou soupçonnée de fausse déclaration d'identité ». Ces mesures ont, bien entendu, l'appui enthousiaste du PCI.

● Comores

Non au complot ourdi par l'impérialisme français et le régime d'Ali Swalhi contre l'immigration comorienne.

Exigeons le respect de la souveraineté nationale des Comores et la reconnaissance par le gouvernement français des droits d'immigrés à la communauté comorienne.

Meeting-débat organisé par l'ASEC (section Aix-Marseille) Samedi 8 avril 1978 à 14 h - Salle de la Mutualité - 1, rue François Moisson - Marseille 2e.



● Israël

Begin de plus en plus isolé

Le Sud-Liban est en train de se transformer en véritable camp retranché. Les travaux importants entrepris par les troupes israéliennes laissent penser qu'une évacuation rapide du Sud-Liban n'est pas près d'être envisagée par les autorités sionistes. De leur côté, les parachutistes français de la force intérimaire de l'ONU creusent des retranchements aux points qu'ils occupent en arc de cercle autour du port de Tyr.

Le statut actuel de la force intérimaire de l'ONU (FINUL) semble toujours entouré d'une inquiétante imprécision. La résolution de l'ONU qui l'a mise en place lui fixe comme consigne d'organiser le repli des troupes israéliennes. Elle ne fait en rien mention de la mission, pour la FINUL, d'assurer une « ceinture de sécurité » autour de la frontière israélienne ni de chasser les Palestiniens du

Samedi, à Tel Aviv, plus de 30 000 Israéliens manifestaient pour la première fois dans les rues aux cris de « La paix pour aujourd'hui ! » « Plutôt la paix que le grand Israël » « Non à l'implantation de colonies dans les territoires occupés ! ». Ce rassemblement d'opposition à la politique agressive de Begin se tenait à l'appel de 300 officiers, signataires d'une lettre adressée il y a un mois à Begin demandant que ne soit pas manquée la « chance de paix » ouverte par la visite du Président égyptien à Jérusalem en novembre dernier. Ce rassemblement a pris pour nom « la paix aujourd'hui ». Bien que ne remettant pas en cause les fondements mêmes de l'État sioniste, il revêt quand même une très importante signification, en exprimant les aspirations de nombreux Israéliens en faveur de la paix. Il conteste ainsi, profondément, des orientations essentielles de la politique sioniste, fondée sur le racisme, l'agression et l'expansion.

C'est là un grave échec pour le gouvernement sioniste qui a toujours cherché à accrédi-ter l'idée d'un vaste consensus, d'une véritable union sacrée, autour de son programme. Le fait que parmi les manifestants, figuraient de nombreux jeunes, étudiants, lycéens, criant « mieux vaut la paix maintenant que les territoires sans paix » témoignent que cette union est en fait artificielle et fragile.

Le mouvement engagé ne semble pas un feu de paille puisque ses animateurs ont décidé d'organiser de nouvelles réunions dans d'autres villes du pays et de placer des « piquets de paix » devant les grandes institutions. Des centaines de volontaires continuent de se joindre à ce mouvement dont la première manifestation a été qualifiée d'« impressionnante » par Moshe Dayan lui-même.

Une vive polémique se développe en Israël sur la signification de ces événements. Les partis de la coalition gouvernementale qui



Tel Aviv : manifestation devant la Knesseth contre les opérations sionistes au Sud-Liban.

resserrent les rangs autour de Begin affirment que « loin de nous rapprocher de la paix, ce mouvement nous en éloigne car il encourage l'intransigeance arabe » et lui trouvent « une odeur de putsch militaire » !

Pourtant cette contestation qui se développe au sein même de la citadelle sioniste, risque de faire tâche d'huile. Déjà l'influente « Tribune juive » publiée en France y fait écho en écrivant qu'« Israël aurait pu infléchir le cours de l'histoire depuis novembre 1977, si, au lieu de répondre à l'initiative de M. Sadate par une proposition classique de négociations, il avait amorcé une politique nouvelle et conclut que « la paix exige moins de mémoire et plus de hardiesse et une vision qui perçoit, loin devant les nouvelles lignes de l'horizon ».

Begin, dont l'intransigeance irrite jusqu'à ses protecteurs américains, isolé sur la scène internationale, se voit de plus en plus contesté y compris en Israël. Comme après chacune des agressions et des coups de force sionistes, des sionistes se trouvent de plus en plus affaiblis et isolés, la cause des peuples arabes et palestinien grandit et renforcée.

Sud-Liban. C'est en se tenant à cette stricte interprétation de la résolution de l'ONU que l'OLP, par la voix de Yasser Arafat, a accepté la présence des Casques bleus.

Les sionistes, de leurs côtés, avec l'appui des phalangistes libanais, souhaitent visiblement faire remplir aux Casques bleus la mission de gendarmes anti-palestiniens qu'ils ont eux-mêmes entrepris. Parmi les officiers dirigeant sur place les Casques bleus, eux-mêmes des interprétations divergentes sur la nature et la durée de leur fonction commencent à se faire jour.

Mais l'événement le plus important, à terme, de ces jours derniers du Proche Orient, reste sans doute l'émergence spectaculaire d'un fort mouvement de contestation de la politique agressive de Begin, en Israël même.

● USA

Carter revient les mains vides

Carter, de retour aux USA, s'affiche satisfait de sa visite éclair au Venezuela, au Brésil, au Nigeria et au Libéria. « L'époque de l'horrible Américain est finie » a-t-il déclaré à son arrivée à la Maison blanche, affirmant qu'il n'avait rencontré partout que « amitié et affection pour les USA, non à cause de leur puissance, mais en raison de ce qu'ils défendent dans le monde ».

Cette autosatisfaction ne correspond pourtant guère à la réalité. Le Venezuela et le Nigeria, deux pays influents au sein de l'OPEP, n'ont pas accepté d'enterrer leur exigence de voir augmenter prochainement le prix du pétrole, comme le souhaitait Carter.

Au Brésil, l'accueil a été froid. En maintenant la décision de contrat de construction de centrales nucléaires avec l'Allemagne,

Geisel, le président brésilien, n'a pas hésité à affirmer publiquement que Carter s'était « invité lui-même ». Ce voyage n'amènera donc aucune amélioration dans les relations épineuses existant entre les USA et l'Amérique latine.

Au Nigeria, qui recevait pour la première fois la visite d'un président américain, les résultats des entretiens sont restés minces.

Le syndicat des étudiants nigériens a publié un communiqué déclarant que « l'opposition américaine à la hausse des prix du pétrole brut avait presque entraîné la faillite du Nigeria », et demandant que les grandes phrases de Carter sur les droits de l'homme se matérialisent par des actes positifs en faveur des peuples palestiniens, namibiens, azaniens et zimbabwés. Les tentatives de Carter pour détacher le gouvernement ni-

gérien du Mouvement des non-alignés se sont heurtées à une fin de non-recevoir et il n'a pas réussi non plus à faire triompher le point de vue de l'impérialisme américain sur la solution des problèmes existant en Afrique australe.

Au Libéria enfin, traditionnellement docile aux exigences de Washington, Carter n'est resté que quelques heures et la presse s'est plainte ouvertement que « les pays qui ne leur posaient pas de problèmes ne retenaient pas l'attention des USA ».

De retour aux USA, Carter est maintenant confronté à une situation intérieure difficile. Sa politique énergétique est toujours bloquée, la hausse des prix et l'inflation galopent sans retenue et le déficit de la balance de commerce extérieur américain n'a jamais été aussi énorme.



● Lille

Sionistes-PS : même combat

Dans les colonnes de certains quotidiens régionaux du Nord, le jeudi 30 mars, a été publiée une lettre adressée par Samy Bochner (Conseiller municipal socialiste) au préfet de police*. Les organisations arabes et françaises ayant appelé à la manifestations (du 25 mars, contre l'agression sioniste au Liban) et directement mises en causes tiennent à faire une mise au point, dont voici des extraits :

... La manifestation était organisée, entre autres, par le Comité de soutien à la Résistance palestinienne, composé, en sa majorité de Français, et par l'Union générale des étudiants de la Palestine. Monsieur Samy Bochner ne reconnaît-il donc pas l'existence du peuple palestinien et sa juste

lutte ?...

Il ne s'agissait en aucun cas d'une incitation à la « haine raciale », comme essaie de le faire croire Monsieur Samy Bochner (par ailleurs bien silencieux lors du meeting tenu par Le Pen) en inventant de toutes pièces le slogan « Israéliens égalent nazis », mot

d'ordre dont ne se réclame aucune organisation, y compris les organisations palestiniennes.

Par contre, nous nous permettons de rappeler à Monsieur Samy Bochner que l'assimilation du sionisme au racisme et à la discrimination raciale est une résolution de l'ONU, adoptée par l'écrasante majorité des pays membres. Nous nous élevons éner-

giquement contre le fait que M. Bochner, conseiller général socialiste, mette en cause de façon extrêmement grave, le droit d'expression et d'organisation des étrangers en France. Le Parti socialiste ne réclame-t-il plus le droit d'expression et d'organisation pour les étrangers ?

* Il paraîtrait pourtant que le PS demande la suppression de cette instance.

La lettre de Bochner (extraits)

N'est-il pas contraire à l'ordre public que des étrangers manifestent en France, puisque l'appel à la manifestation était lancé notamment par des étudiants du Liban, de Tunisie, du Maroc, de Jordanie, d'Irak, etc. qui, sauf erreur de ma part, sont tenus à une obligation de réserve dans le pays qui les accueille. (...)

De ce fait, n'envisagez-vous pas d'interdire à l'avenir de telles manifestations qui constituent une véritable incitation à la haine raciale, à en juger par les slogans entendus, tels que « sionisme égale racisme », « Israéliens égalent nazis », sans parler des pancartes et slogans en langue arabe dont on peut toutefois imaginer la teneur (...)

Marée noire

Nouveau produit découvert en Roumanie

Un produit chimique permettant de combattre de manière aussi simple qu'efficace la « marée noire » a été mis au point par des scientifiques roumains, annonce mardi l'agence « Agerpres ».

Le « Petroaba », dont la composition chimique n'est

pas révélée par l'agence, provoque, au contact du pétrole flottant sur l'eau, une coagulation, qui produit des « hydrocarbures solides ». Ces derniers, plus légers que l'eau, peuvent être normalement repêchés et servent de surcroît de combustible.

En marge de la rentrée parlementaire

La rentrée parlementaire s'est effectuée lundi. Elle a débuté avec l'élection-piège de Chaban-Delmas comme président de l'Assemblée nationale. Le bureau de l'Assemblée nationale a été formé.

Comme résultat de l'ouverture giscardienne jusqu'à présent, la prétendue opposition n'a rien obtenu de ce qu'elle espérait.

Le PS aura droit à deux vice-présidents, un questeur et deux secrétaires. Quant au PCF il a droit à un vice-président et quatre secrétaires. Ce qui est somme toute minable, eu égard aux ronds de jambe des grands chefs de la gauche parlementaire. Les réactions ne se sont d'ailleurs pas faites attendre.



Chaban-Delmas rentrant dans son logement de fonction d'où vient de démentir E. Faure : l'hôtel de Lassay.

Commençons par Ballanger, le président du groupe « communiste » à l'Assemblée. Il n'y va pas de main morte. D'abord son groupe n'aura aucune présidence alors que le PS en aura peut-être une. Ce n'est pas juste du tout. Avoir abandonné la révolution, la dictature du prolétariat, le poing levé, l'Internationale, pour ne même pas avoir une présidence de commission au parlement bourgeois c'est pas du jeu.

Alors Ballanger ne veut pas de strapontin. Bien dit, mais il prendra ce qu'on lui donnera car ça lui permet de gérer un peu de pouvoir d'Etat. Le PS lui est plus nuancé. L'UDF s'apprete à lui filer une présidence. Sa politique social-

démocrate attire les mouches gouvernementales qui ne désespèrent pas de réussir à le détacher de son alliance avec le PCF. Tout ceci montre bien ce qu'est la politiciannerie bourgeoise où chacun veut la couverture pour soi, c'est écœurant.

D'autre part, un homme nouveau a été nommé Premier ministre : Barre. C'est le changement. Il va choisir son nouveau gouvernement. On sait déjà que Bonnet reste ainsi que Simone Veil. Ce sont tous deux, deux parfaits spécimens. L'un est chef en matière de répression, l'autre un super-gestionnaire de l'austérité capitaliste qui agit en étroite collaboration avec le premier quand les hospitaliers manifestent.

Union de la gauche : l'impasse Pourquoi ? 5

Juin 68 : le prix fort

Le 24 mai 1968, puis le 30, De Gaulle ouvre comme perspective les élections. La révolte gronde à la porte de l'Élysée et le pouvoir propose un référendum (le 24) puis des législatives (le 30).

Depuis le début, volontairement, consciemment, délibérément, les dirigeants de gauche ont choisi la voie parlementaire, ils se sont fixés comme but « un gouvernement démocratique ».

C'est au nom de ce choix que pendant tout le mois de mai, le PCF a lentement saboté le mouvement de grève après l'avoir ouvertement condamné. Le 27 mai, dans une lettre à Mitterrand, Waldeck-Rochet dit : « Le PCF propose d'assurer la relève du pouvoir gaulliste par un gouvernement populaire et d'union démocratique avec la participation communiste sur la base d'un Programme commun ».

Un langage que nous connaissons bien aujourd'hui encore et qui a amené les résultats que l'on sait, le 19 mars. En juin 68 non plus, les partis de gauche ne réussirent pas à prendre la « relève ».

Mendès-France, soutenu par Defferre, rêve d'un gouvernement d'union nationale allant de Lecanuet... à Geismar. Il se rend à Charléty, au milieu d'un rassemblement révolutionnaire, mais il ne peut y prendre la parole. Il ne sera même pas réélu député de Grenoble.

Mitterrand provoque un énorme éclat de rire dans tout le pays quand, le 28 mai, il parle d'élections présidentielles et déclare : « Je suis candidat ». Il propose Mendès-France comme Premier ministre.

Waldeck-Rochet rencontre Mitterrand pour parler de ce fameux « gouvernement démocratique ». Il lui demande : « Combien y aura-t-il de ministres communistes ? ». Mitterrand répond : « Au moins un ! ». (le 29 mai). Le 31 mai, le PCF annonce qu'il va aller aux élections « avec ses candidats et son programme »...

« Le parti communiste est apparu comme un parti d'ordre et de sagesse politique, faisant appel à la discipline ouvrière volontairement consentie » (Waldeck-Rochet, ouverture de la campagne télévisée).

En système capitaliste, les élections sont organisées par la bourgeoisie et pour la bourgeoisie. Elle possède de tous les moyens pour s'en servir à son avantage. Si De Gaulle a convoqué ces élections, ce n'est pas pour donner la parole au pays. Ce n'est pas par démocratie. C'est parce qu'il sait que sur ce terrain il va gagner. Et il gagne. La gauche s'effondre.

Les dirigeants du PCF tireront-ils les leçons de cet échec ? Non. Durant les manifestations de mai et juin, ils ont été sifflés, les manifestants criaient : « Judas J uquin » à Nanterre et « Séguy, connais pas » (*) à Charléty. Quand la confédération CGT convoque les grévistes pour leur proposer les résultats des négociations de Grenelle, elle se fait huer ; aux élections, ils sont désavoués. Mais les déclarations publiques du Comité central déclarent que « le parti s'est renforcé » ! et comme aujourd'hui, il précise « n'avoit aucune responsabilité dans l'échec électoral ».

Marchais (déjà) accusera Mitterrand... et les « gauchistes ».

Pourquoi le Comité central ne peut-il pas reconnaître son échec en 68 ? Parce que reconnaître ce fait, ce serait reconnaître l'échec de toute une stratégie : le passage pacifique, la voie électorale, l'union de la gauche, au nom de laquelle les dirigeants du PCF ont combattu le Mouvement de Mai 68 du début à la fin.

Et cela, ni Waldeck-Rochet ni Marchais ne le veulent, car déjà, en juin 68, ils n'avaient « pas de stratégie de rechange » !

(Nous reprendrons dans quelques jours cette série sur l'histoire de l'Union de la gauche. Autour de quatre grandes dates : 1972, le Programme commun ; 1974, nouvelle division ; 1977, la réactualisation et la rupture ; 1978, le sens d'un nouvel échec).

(*) Séguy avait déclaré aux journalistes « Cohn-Bendit ? Connais pas ! ». Le 27 mai, au stade Charléty, 50 000 personnes crient : « Séguy ? Connais pas ! ».

Meeting et manifestation de soutien à la Résistance palestinienne

Le mercredi 29 mars, à 18 h 30, ce sont environ 200 personnes qui ont manifesté, dont une forte proportion était constituée par des travailleurs immigrés rentrant du travail.

Le vendredi 31 mars, un meeting de soutien était organisé sur le même thème.



• SNCF

Grève des agents de la station de la gare de Lyon du 7 au 9 avril

Grève des agents de station de la gare de Lyon du 7 au 9 avril. Le syndicat des cheminots CGT de la gare de Lyon appelle dans un communiqué les agents du service contrôle de gare-accueil à cesser le travail du vendredi 7 avril à 5 h au dimanche 9 avril à 6 h. Ce mouvement a pour but de protester contre la mise en œuvre par la direction de la SNCF du système de sortie libre des gares. De son côté, la fédération CFDT des cheminots proteste également contre la suppression du contrôle de gare à la SNCF. « Contrairement à certaines affirmations, déclare la CFDT, cette décision aboutira à la suppression d'environ 900 emplois ». « Cette mesure n'améliorera pas forcément la qualité du service offert aux voyageurs si, comme la CFDT l'a demandé, elle ne s'accompagne pas de la création d'emplois pour un véritable service de l'accueil dans les gares et dans les trains », conclut la fédération.

Grève dans une fabrique de céramique gardoise

Une grève a été déclenchée lundi dans la filiale gardoise de la fabrique de céramiques « Allia Doulton », pour protester contre le licenciement de 134 personnes, soit environ la moitié des effectifs. Le mouvement, soutenu par les organisations syndicales, est reconductible toutes les 24 heures.

Restructuration capitaliste

5000 suppressions d'emplois à Berliet d'ici 1983

Quand la crise est là les capitalistes restructurent. Zanotti, PDG de Renault-Véhicules industriels (RVI) a annoncé que du fait de la conjoncture 5 000 ouvriers de Berliet seraient licenciés d'ici 1983, ceci afin de réduire de 15 à 20 % les prix de revient. Cela devrait, paraît-il, selon ce monsieur, améliorer la compétitivité de la boîte. Les ouvriers, il s'en moque, un capitaliste comme ça, Raymond-la-Science, dit aussi Barre, les aime.

• Term Cailloux:

On occupe !

Selon les patrons de cette usine de robinetterie 219 des 402 salariés devaient être licenciés sans rien dire. Or, leur plan a raté. Les ouvriers des usines de Bourg-Argental, Pelussin et Annonay occupent depuis le 31/3/78. Ils n'acceptent pas les licenciements.

• Venissieux

Grève chez Photogay

Les ouvriers de cette entreprise, 40 sur 80, qui fait du papier héliographique sont en grève depuis le 29 mars. La section CGT a ses revendications sur les conditions de travail et les salaires. Sur les conditions de travail elle demande un poste sur une machine où s'est produit récemment un accident et sur les salaires le 13e mois intégral. Trois licenciements de délégués ont été demandés par le patron, pour le prétendues « fautes lourdes ». Les délégués s'opposaient à « la libre circulation de camions à l'intérieur de l'entreprise ».

Textile

1,6 million de travailleurs risquent de perdre leur emploi

Le textile est un des secteurs où les capitalistes restructurent à mort. Selon le bureau international du travail (BIT) 1,6 millions de travailleurs de ce secteur en Europe risquent d'être au chômage d'ici peu. Les monopoles, pour accroître leurs profits, préfèrent investir dans les pays du tiers monde là où la main d'œuvre est meilleure marche.

• Marseille

Fin du conflit du remorquage

Le conflit qui affectait depuis plusieurs mois, le service de remorquage du port autonome de Marseille s'est terminé lundi soir à minuit. Un accord est, en effet, intervenu entre les officiers et marins des deux sociétés de remorquage marseillaises et les représentants des armateurs. Ce mouvement de grève avait été déclenché afin d'appuyer des revendications portant sur l'organisation du travail. Il s'était traduit, surtout par une cessation du service effectuée la nuit et par des retards à l'appareillage.

De leur côté, les marins des remorqueurs des bassins ouest du port de Marseille (Port-de-Bouc, et Fos-sur-Mer), ont déposé un préavis de grève de 24 heures, à partir de mardi 6 h, à mercredi, à la même heure. Ils doivent avoir une entrevue avec les représentants patronaux pour leur exposer leurs revendications, portant sur des questions salariales.

• Rohan - Centre-Bretagne

Non aux licenciements !

De graves problèmes sont soulevés à l'heure actuelle à la Féculerie de Rohan (centre de la Bretagne). En effet, cette usine est menacée de fermeture.

La féculerie fait partie de la coopérative Cecab (centrale coopérative agricole de Bretagne) qui emploie 1 400 ouvriers déclarés, c'est la 3e coopérative de Bretagne. Dix coopératives et sociétés sont adhérentes au groupe Cecab.

La féculerie qui employait 65 ouvriers au 10 janvier 1978 a assuré jusqu'à 85 emplois en 1977.

phase de restructuration et la concurrence est très vive entre :

- La coopérative de Lanterneau.

- Unicopa et Cecab.

Cette dernière préférant lâcher les secteurs « peu rentables » pour elle, comme la féculerie, pour investir davantage, pour placer sa « camelote », par exemple aux producteurs de lait. Ce qui explique son rachat de cinq parts à Prével (représentant 6 000 producteurs de lait dans le Morbihan).

Cette fermeture sera un coup très dur dans le can-

ton de Rohan, où entre 1968 et 1975, il y a eu une baisse de 14,6 % des emplois. C'est-à-dire 1 000 emplois disparus rien que dans le secteur agricole.

Une usine de confection, les Établissements Jacquier, employant 35 personnes et principalement du personnel féminin, est aussi en voie de fermeture (sous contrôle du syndicat).

Il est important de se mobiliser afin d'empêcher tout licenciement ou tout reclassement (correspondant en fait à un licenciement). Seule une participation

massive peut déjouer les projets de la direction : deux manifestations ont eu lieu à l'appel de diverses organisations syndicales, ouvrières et paysannes, et politiques ; une journée ville-morte a été organisée le 4 mars avec la participation massive des commerçants de Rohan.

Vive la solidarité ouvrière et paysanne !

Travailleurs permanents, temporaires et saisonniers, un seul mot d'ordre : Vivre et travailler au pays ! Après une discussion avec un ouvrier.



Manifestation à Rohan contre les licenciements à la féculerie et chez Jacquier.

Ces emplois étaient répartis de la façon suivante :

- 35 ouvriers permanents.

- 15 temporaires permanents.

- 15 saisonniers à la forcerie d'endives.

La direction tablait sur la peur constante des ouvriers temporaires et saisonniers de se faire licencier pour élever et accélérer les cadences. Mais une véritable solidarité s'est établie entre tous les ouvriers : permanents, temporaires et saisonniers, pour lutter contre les licenciements.

Tous ces emplois sont menacés de disparition ; la Cecab prend prétexte d'un déficit de 380 millions pour liquider cette entreprise. Mise en faillite en 1968, alors qu'elle appartenait à un particulier, Derien, (actuellement directeur), l'usine est rachetée à cette époque par la Cecab qui en 1971, afin de multiplier par quatre la capacité de l'usine fait un emprunt de 1,6 milliards de francs, ont 790 millions de subventions.

En fait, la véritable raison est que l'industrie agro-alimentaire est en pleine

• Strasbourg

350 personnes au gala de solidarité aux grévistes de la General Motors

350 personnes ont participé au gala de soutien organisé par les 35 grévistes licenciés de la General Motors.

La G.M. était considérée comme une « usine modèle ». Aujourd'hui, qu'en est-il ? Le travail est ahurissant : 8 heures sur la chaîne, 600 à 800 fois le même geste dans la journée, dans un bruit infernal au milieu des odeurs et de l'huile.

Le samedi, on impose des heures supplémentaires suivant le principe du volontaire désigné d'office. On fait les 3 x 8. Certains habitent loin (60 à 80 km). Le 21 février 1978, 700 travailleurs se mettent en grève, ils occupent la centrale arrêtant la production par la coupure de l'air comprimé.

Le patron, pour toute

reponse, lock-oute la boîte et fait intervenir les CRS.

Ce que veulent les grévistes :

- Une demi-heure de repas comprise et payée dans les 8 heures,

- Et le respect de la législation en ce qui concerne le travail de nuit pour les femmes.

Les travailleurs se heurtent à de multiples difficultés : éloignement, intérieures, plus de transport d'usine après le lock-out entraînant l'absence de nombreux travailleurs aux piquets de grève et une conscience de classe encore peu développée.

Il y a des erreurs com-

misses aussi :

- Peu de travail en direction des lock-outés et des non-grévistes.

- Les assemblées générales ne sont pas prises en main,

- La CGT se retire de l'occupation ce qui divise les gars et accentue la démobilisation et favorise la répression.

D'autre part, la répression patronale est terrible : - 35 licenciements de grévistes,

- Procédure de licenciement de délégués (4 CFDT, 1 CGT), ce qui entraîne la destruction de la CFDT.

Le gala de solidarité a permis d'expliquer cela. Les grévistes avaient invité les immigrés des foyers Sonacotra en grève des loyers. Les ouvriers de Robin, en grève, étaient là aussi (la CGT s'est opposée à leur passage à la tribune).

D'après correspondant HR



Congrès de FSM à Prague

SÉGUY : UN COMPLICE ACTIF DE LA REPRESSION ANTI-OUVRIÈRE A L'EST

Le dernier numéro du « Peuple », organe officiel de la CGT est pour l'essentiel consacré à la préparation du 9e Congrès de la Fédération syndicale mondiale (FSM) qui doit se tenir à Prague en Tchécoslovaquie occupée du 16 au 23 avril 1978.

Notons au passage, concernant le fonctionnement démocratique de la CGT qu'il est surprenant que les projets de document d'orientation ne soient publiés que dix jours avant l'ouverture du congrès qui doit en discuter. Mais le problème n'est en l'occurrence pas vraiment là, ce qui est en cause, c'est la participation de la CGT à un tel congrès. Cette participation n'est pas mineure puisque la délégation française devrait comprendre quinze membres, dont Séguy, Krasucki, Allamy, Duhamel, etc. Bref, rien à voir avec la CGIL italienne qui a annoncé qu'elle enverrait... trois observateurs. La direction de la CGT qui fournit déjà le poste de secrétaire général de la FSM en la personne de Gensous, entend donc peser de tout son poids pour cautionner ce congrès. Un congrès qui se tiendra à l'ombre des chars russes et où Séguy, prétendant parler au nom des travailleurs français, échangera des toasts à la liberté et à la démocratie avec les représentants des syndicats fascistes de Pologne et d'URSS.

Est-ce que la FSM composée à 90 % par les syndicats officiels des pays du Comecon a joué un rôle pour empêcher que les grèves des mineurs des Asturies ne soient brisées par les livraisons de charbon de Pologne ? Non. Joue-t-elle un rôle pour unir les luttes des travailleurs contre les trusts internationaux ? Non. Contribue-t-elle

Séguy : « La FSM (est) la seule centrale internationale apte à traduire objectivement et de façon équilibrée la réalité syndicale des pays socialistes ».

Un des documents publiés dans « le Peuple » est intitulé « Déclaration universelle des droits syndicaux ». C'est un tel document que Séguy s'ap-

autre forme de lutte syndicale ». Et plus loin : « Interdiction de l'emploi de la force publique contre les travailleurs ».

Pologne 1970 : à Gdansk et Stetin, les ouvriers se mettent en grève. Ce sont les chars qui sont envoyés contre eux.

Pologne 1976 : à Ursus et Radom, suite à une massive augmentation des prix, les ouvriers se mettent en grève. Encore une fois, la grève est réprimée dans le sang par les chars russes.

A chaque fois, le syndicat officiel polonais a été du côté des chars contre les ouvriers. Voilà pour le droit de grève et le non-recours à la force publique en Pologne.

« Les travailleurs, quelle que soit leur profession, ont le droit de recourir à la grève et la participation à une grève ainsi qu'à une manifestation de solidarité ne pourra en aucun cas faire l'objet avant, pendant ou après la grève, de licenciement, de peines, amendes ou mesures de sanction ou répression ».

C'est certainement en application de ce principe que ceux des ouvriers de Radom et d'Ursus qui n'ont pas été



Incendie du local du PC à Gdansk (Pologne) en 1970.

à unir les luttes de la classe ouvrière des pays capitalistes avec celles des peuples du tiers monde ? Encore non. Alors à quoi sert-elle ? Là-dessus, les textes publiés par « le Peuple » sont très révélateurs. C'est simple : elle joue le rôle de cheval de Troie de la superpuissance russe au sein du Mouvement syndical mondial.

Cela, nombreux sont ceux qui le voient et le dénoncent et Séguy écrit embarrassé : « Les détracteurs de la FSM... (l'accusent) d'être l'instrument syndical international de la Communauté socialiste et d'être soumise à une idéologie monolithique. Il ne suffit pas d'affirmer que c'est faux. Il faut faire concrètement la démonstration pratique que cette accusation est sans fondement ».

Pas facile de prouver que les syndicats soviétiques ou polonais sont autre chose qu'un instrument entre les mains de l'État pour encadrer et réprimer les travailleurs de ces pays soumis à une féroce exploitation.

La FSM entend camoufler cette répression fasciste exercée contre les travailleurs de ces pays, comme dit

prête à voter en commun avec les représentants des syndicats officiels soviétiques, polonais, etc.

Voyons son contenu.

« Les travailleurs ont le droit de former de syndicats, y compris dans la fonction publique, d'adhérer aux organisations syndicales existantes et de participer à toute activité syndicale, sans autorisation ni contrôle des autorités publiques ni des employeurs ».

Le 26 janvier 1978, six travailleurs annonçaient au cours d'une conférence de presse tenue à Moscou leur intention de former un syndicat libre avec plusieurs centaines d'autres travailleurs. Dans les jours qui suivirent, plusieurs d'entre eux furent arrêtés, internés dans les hôpitaux psychiatriques. Voilà pour le droit de former des syndicats en URSS.

« Les travailleurs ont le droit de participer à toute action pour la défense de leurs intérêts, que cette action prenne forme de grève, boycottage, piquets d'occupation des lieux de travail, de manifestation, ou toute

tués pendant la grève ou liquidés après, se sont retrouvés en prison ainsi que beaucoup d'autres qui s'étaient solidarisés et dénonçaient la répression.

« Les fichiers et dossiers du personnel, informatisés ou non, établis par les employeurs ne doivent contenir aucune information qui puisse être utilisée à des fins autres que professionnelles ».

En application de ce principe, aussi, le système des livrets de travail en URSS, ces livrets, véritables « casiers judiciaires » de l'ouvrier, où se trouvent consignés tous les renseignements sur le comportement de l'ouvrier, ses idées, etc. Système policier de l'embauche qui fait que les ouvriers qui revendiquent sont privés de travail, après leur licenciement.

Mais certainement que M. Séguy n'a jamais entendu parler de cela. Ses informations à lui sont « objectives », elles ne viennent que des services de propagande du Kremlin.

Editorial

Argentine 1978

Le Mundial on n'en veut pas !

Selon des statistiques officielles 70 % des spectateurs des matches de football sont des ouvriers.

Le sport en général et le football en particulier sont une occasion pour la bourgeoisie de se saisir du fait que c'est très populaire pour les utiliser comme un dérivatif, un somnifère.

Avec la Coupe du monde en Argentine, de « Minute » à « L'Humanité », en passant par le « Figaro » et la « Vie ouvrière » pas un seul de ces journaux n'a manqué l'occasion de saluer « l'extraordinaire qualification » de la France pour le « Mundial ».

La direction CGT participe de son mieux à cette grosse entreprise de mystification.

Nos experts en solidarité internationale ont naguère poussé des cris déchirants à l'égard du Chili, remplissant des pages et des pages sur les tortures qui sévissaient là-bas. En effet, le fascisme tue. Mais il ne tue pas que là-bas. Il tue aussi des ouvriers, des paysans, des intellectuels en Argentine. Allamy déclare : « Naturellement, nous avons été sollicités pour participer à l'organisation du boycottage de la Coupe du monde. Mais dans le cas précis, nous considérons qu'il y a mieux à faire ».

« Nous aimerions que les mêmes combattent avec l'opiniâtreté que nous y mettons l'apartheid en Afrique du Sud et les menées racistes dans notre pays ».

« D'autant que les démocrates et syndicalistes argentins nous ont fait savoir qu'il était inutile qu'à l'occasion de la Coupe du monde nous fassions connaître la réalité de ce régime des généraux » (rencontre avec les présidents de fédérations sportives et la presse du sport).

Cela amène plusieurs commentaires. Tout d'abord, il attaque de manière non-voilée le COBA, qui ne combattrait pas le racisme en France et en Afrique du Sud. Pour ce qui concerne la France, Allamy est mal placé quand on sait sa position et celle de la confédération CGT par rapport à la Sonacotra : mépris, tentatives d'infiltrations dans les foyers, accords-bidons avec la direction Sonacotra sur le dos des grévistes.

Ensuite, les militants du COBA n'ont pas attendu Allamy pour combattre l'apartheid (Cf leur participation aux comités anti-outspan).

Quant à ce qui concerne les « démocrates » argentins, de qui peut-il bien s'agir ? Des dirigeants du PC argentin qui soutiennent Videla, le jugeant « plus démocratique » que Merlo. Videla fusille, l'autre égorge, torture, décapite, ou crucifie, quelle démocratie !

Les vrais démocrates sont en prison, subissent la torture, la faim, la soif. Allamy est mal, très mal informé sur leurs incessants appels au boycottage du « Mundial » utilisé par la clique fasciste d'Argentine comme un « opium ».

Tout comme Allamy ira à Prague occupée assister au 9e congrès de la FSM sous la protection des chars russes, il ira à Buenos Aires voir notre « magnifique onze » protégé par les chiens policiers, les chars de l'horrible junta fasciste de Videla-Merlo.

Ignoble trahison qu'il faut dénoncer rapidement et efficacement. Dans les syndicats CGT et aussi CFDT (Maire que fait-il lui aussi ?) faites connaître « l'Épique », journal réalisé par le Comité pour le boycott de l'organisation par l'Argentine de la Coupe du monde (14, rue de Nanteuil, 75015 - Paris), faites-le lire autour de vous et discutez-en avec les camarades de travail, exigez de claires prises de position des dirigeants syndicaux sur la Coupe du monde en Argentine.

Il faut le boycott !

Abonnez-vous !

SI VOUS VOULEZ CONNAITRE NOTRE JOURNAL

Vous avez deux possibilités :

— Le réclamer chaque jour chez votre marchand de journaux.

— Vous abonner en renvoyant le bulletin d'abonnement ci-dessous.

COMMENT S'ABONNER ?

Remplir le coupon d'abonnement et le renvoyer à l'adresse suivante :

L'HUMANITÉ ROUGE
BP 61 75861 PARIS CEDEX 18
Paiement par chèque ou mandat
CCP 30 22672 D LA SOURCE

QUOTIDIEN

	pli ouvert	abt de soutien	pli fermé
1 an	350 F	500 F	700 F
6 mois	180 F	250 F	360 F
3 mois	90 F	150 F	180 F
1 mois	30 F (22 No)	50 F	60 F

BIMENSUEL

	Pli ouvert	abt de soutien	pli fermé
1 an	75 F	100 F	150 F
6 mois	38 F	50 F	76 F
3 mois	20 F (7 No)	30 F	40 F

Cocher la ou les cases correspondant à la formule choisie.

Nom : Prénom :
Rue : Commune :
Code Postal :

FAITES CONNAITRE PROLÉTARIAT

Je désire que « Prolétariat » soit envoyé à

1) NOM
ADRESSE

2) NOM
ADRESSE

3) NOM
ADRESSE

ci-joint un chèque ou un mandat de 30 F

Envoyez ce bulletin à PROLÉTARIAT — revue théorique et politique — BP 320 13213 — Marseille — Cédex 1 — CCP 2130 89 H Marseille.

*Ecrire en capitales.

JEUDI 6 AVRIL 1978
18 h 30 — Place Jean-Jaurès
(Métro Jaurès)

Manifestation à l'appel de divers groupes-femmes pour protester contre les tortures faites à Heidi Kempe Bottcher.

Des substances radioactives stockées en plein Orléans

Incroyable mais vrai. Un stockage d'éléments radioactifs est prévu au beau milieu de l'agglomération orléanaise, au 27, rue Basse Mouillère.

Ce projet a pour responsable la société Schlumberger. Malgré la très grande discrétion dont il a été entouré jusque-là par les autorités locales autant que par Schlumberger, le projet commence à faire grand bruit et à susciter une opposition grandissante. Les pouvoirs publics ont bien ouvert une enquête destinée à « informer » le public et sans doute à recevoir ses doléances. Mais cette enquête qui était ouverte du 15 au 21 mars, est aujourd'hui terminée. Comme l'indique le Comité antinucléaire de l'Orléanais, cette enquête est demeurée confidentielle. Actuellement, tous les mercredi, une permanence est ouverte. Mais les heures d'ouverture sont telles qu'il est difficile, quand on travaille, de pouvoir s'y rendre (l'ouverture a lieu de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h). L'information, par affiches, a été négligeable. Les affiches ont parfois été apposées sur des poteaux électriques et ont disparu quelques heures plus tard, en particulier dans la rue où le stockage a lieu. Selon les témoignages des gens de la rue,

sur les lieux mêmes de l'entreprise, aucune information n'a été faite.

CE QUI N'EST PLUS UN PROJET

A l'occasion de l'enquête officielle, des gens ont donc appris l'existence de ce qui n'est même plus un projet mais bien une réalité puisque le stockage radioactif a commencé depuis un an environ. Actuellement, le stockage doit passer à un stade supérieur. Il s'agit de passer à 50 curies* de stockage et du passage de l'établissement au rang de la catégorie 2 des nuisances. La question que pose le comité antinucléaire concerne le permis de construire. Est-il toujours valable dans ces conditions ? Une étude d'impact ne serait-elle pas souhaitable ? Toutes les sécurités sont-elles bien prises en considération ?

DANS UN QUARTIER A LA POPULATION DENSE

Les risques de dissémination sont très réels et préoccupants. L'accumulation des

sources de radioactivité accroît continuellement les dangers d'irradiation. En cas d'accidents, dont elles ne sont pas à l'abri, ces sources, bien que prises dans une enveloppe résistante, peuvent libérer leur radioactivité. Or, elles sont stockées dans un quartier où la population est dense. Ceci est d'ailleurs contraire aux normes de sécurité en vigueur pour le stockage de matière radioactive. Dans ce secteur de l'agglomération se trouvent non seulement de nombreuses résidences et des entreprises, mais aussi le forage de l'alimentation en eau de la ville d'Olivet. D'autre part, cette zone est

inondable. On ne pouvait donc pas plus mal choisir pour stocker un tel matériel.

Quant aux travailleurs de Schlumberger, ils seront les plus exposés. Qu'est-il prévu pour les protéger des radiations et pour leur assurer la formation indispensable ?

Plusieurs milliers de personnes ont déjà exprimé ouvertement leur inquiétude et de nombreuses associations se sont engagées dans un travail d'information et sont intervenues auprès de la mairie pour exprimer les doutes et inquiétudes déjà largement ressentis.

(* Curies : unité d'activité radio-nucléaire.

Des écologistes occupent le chantier d'une autoroute

La police les évacue

La gendarmerie a fait évacuer lundi matin un chantier de l'autoroute A 36, près de Mulhouse (Haut-Rhin), occupé depuis le 24 mars par plusieurs dizaines d'écologistes.

Les écologistes, qui agissaient sous l'égide de l'Association fédérative régionale pour la protection de la nature (AFRPN), avaient, avant cette occupation, rassemblé 4 000 signatures pour s'opposer à la construction de ce tronçon d'autoroute qui défigurera la forêt de la Hardt (13 000 ha).

L'ouverture d'une tranchée de plus de cent mètres de large sur 11 km de longueur, dont la construction, selon les écologistes, ne se justifie pas sur le plan économique, a motivé l'action des écologistes.

Cinéma

Pour qui les prisons ?

Un film à voir et à faire connaître le plus largement possible. « Pour qui les prisons ? » Qui sont les gens, qui sont les jeunes qui sont en prison ? Quatre témoignages dans le film ne font qu'un seul témoignage, celui de ceux qu'on accuse et que l'on met en prison. Cela commence par des délits mineurs et des peines de prison démesurées par rapport à ces mêmes délits... mais c'est la bourgeoisie qui condamne...

« La prison n'est pas faite pour rééduquer, mais elle est là pour enfoncer un peu plus, pour humilier, pour abrutir, pour tabasser, pour perdre et écraser à jamais ». Qui est en prison ? Ce sont toujours les mêmes. « Nous sommes tous issus de la classe ouvrière », dit l'un des témoins qui a fait presque 10 ans de prison pour vol. « Nous sommes tous des ouvriers qui avons refusé de travailler à la chaîne pour le SMIC et on est allé voler... » « Dès ton enfance, on te fait comprendre qu'il faut se plier. Déjà,

à l'école. On te met en « transition » car « tu ne sais pas ». Car dans cette société, il faut suivre. A 16 ans, il faut aller travailler car il est impensable de se mettre à des études longues, vu le salaire des parents... alors tu fais comme eux, tu pars le matin au boulot... »

A travers le procès de la prison, c'est le procès de la société bourgeoise et capitaliste. Les témoignages sortent des prisons... et aussi des quartiers-bidonvilles. La prison, c'est ce qui advient après ce ras-le-bol des quartiers-bidonvilles, et de ce travail qui tue et qui ne rapporte rien : « Alors, on va chez les gens riches, dans les appartements, et on vole ».

Le film relate ce processus : le vol, le régime pénitentiaire, la révolte, l'organisation.

La deuxième partie montre l'oppression carcérale. Pour une injure, c'est le mitard, prison dans la prison, cellule sans air, sans lumière, où il est interdit de s'allonger, et pas un son. Le travail des prisons, c'est l'exploitation de l'usine multipliée par cent. Le prisonnier garde 2 F par jour pour huit heures de travail.

L'injustice accumulée, le tabassage plus qu'ordurier d'un Nord-Africain, les conditions de détention, tout cela amène à la révolte. Les témoins — et rescapés — des révoltes de Melun, Nîmes, Annecy, Lyon, Toul, Nantes, Clairvaux... racontent. Non seulement les promesses faites aux revendications n'ont pas été tenues, mais partout, la répression est d'une brutalité féroce. Tir

de grenades offensives, règlements de compte jusqu'à la mort du détenu.

Après la révolte, l'organisation. Le degré de conscience des détenus, leur volonté de faire savoir à l'extérieur ce qui se passe à l'intérieur des prisons en système capitaliste bourgeois sont d'une détermination qui incite à se battre à leur côté.

Ainsi est né le « Comité d'action des prisonniers ». Ceux qui sont sortis de cet enfer se regroupent. Beaucoup, lors de leur révolte, ont compris qu'il ne fallait pas que cela reste individuel. Les règlements de compte essaiés par les gardiens le prouvent, la répression aussi. Donc de l'extérieur, il faut soutenir les luttes de ceux qui sont dedans. Ceux qui en sont sortis savent mieux que quiconque en parler. Eux, les premiers écrivent leur journal : « Comité d'action des prisonniers » (CAP). Mais d'autres s'y joignent aussi. Car après la prison, c'est un autre travail forcé. « Avec un casier judiciaire non-vierge, on ne peut que travailler à la chaîne, être manutentionnaire, manœuvre sur un chantier... Comment voulez-vous que l'on aime cela ? C'est trop demander : il est faux que la prison aide à s'en sortir, au contraire. On retombe toujours dans le ras-le-bol, le même ras-le-bol ».

Il faut aller voir cette dénonciation du système pénitentiaire bourgeois.



Quand «les oubliés» de l'île de Batz ont débarqué à Ploudalmezeau

Brest — le 5 avril. Les 850 habitants de l'île de Batz ont longtemps eu l'impression d'être «oubliés de tous» alors que le pétrole envahissait leurs côtes. Il a fallu qu'un jour, ils débarquent dans une réunion d'élus à Ploudalmezeau pour que ça commence à changer.

Le mardi qui a suivi la catastrophe, le maire de l'île de Batz avait exposé le cas de sa commune au conseil extraordinaire des maires du littoral. On ne l'avait guère écouté : «Il n'y avait pas que son cas, disait-on, et qui se souciait de la petite île de Batz ?» raconte un jeune habitant.

Quand le pétrole arriva sur les côtes de l'île, le maire téléphona : «Que faire ?». Il reçut de vagues conseils du genre «Creusez des fossés». Puis, le pétrole coupa l'île de la côte ; les liaisons se font par bateaux et le pétrole bloquait le système de refroidissement par eau des moteurs. Les bateaux ne pouvaient plus traverser.

Par endroit, il y avait

une couche de pétrole de 10 cm. Et quelle odeur ! Une vieille dame qui ne supportait pas cette pollution de l'air a dû être emmenée à l'hôpital en hélicoptère.

«Quand on a appris qu'on distribuait de la paille à Roscoff, les gens ont décidé d'aller en chercher dès que les bateaux ont pu reprendre la mer». A Roscoff, on leur répondit qu'il n'y avait pas de paille pour eux car, avec les courants et les marées, la paille irait jusque sur les côtes du Finistère et bloquerait les pompes.

Pendant ce temps sur l'île, il n'y avait toujours aucune aide et aucun secours. Alors, les habitants

prirent la paille de force. Il n'y eut même pas de bagarre, personne n'osa résister à ceux de l'île de Batz descendus en masse. Ils répartirent la paille le long de l'île pour absorber le pétrole et colmater.

Le mardi suivant, deuxième réunion des maires à Ploudalmezeau. 200 personnes accompagnent le maire de l'île de Batz, calmes mais déterminées. Les pouvoirs publics s'effrayent de ce débarquement. Le maire de l'île de Batz peut enfin expliquer la situation.

Le mercredi, un premier contingent de soldats arrivait sur l'île... mais sans matériel. Ils repartirent presque aussitôt. Un autre contingent arriva le jeudi avec du matériel. De Brest, deux bateaux vinrent charger les tonneaux de pétrole et de déchets pour les décharger à Roscoff. Depuis lors, le nettoyage se poursuit, mais cela ne veut pas dire que tout soit résolu, loin de là.



(La plage de Portsall (Photo Marc Letissier))

UNE CATASTROPHE ÉCONOMIQUE

«On peut dire que chez nous, tous les habitants sont concernés». Les quatre pêcheurs qui ne vivent que de la pêche et les goémoniers qui n'ont eux aussi que ce travail ne savent pas ce qu'ils feront demain.

La marée noire touche aussi les paysans qui arrondissaient leurs fins de mois avec le goémon qui sert d'engrais dans cette île à vocation agricole. La région de l'île de Batz était, avec celle de Roscoff, une des plus riches en goémon. Aujourd'hui, tout est perdu.

Les commerçants (boulangerie, boucherie, locations, etc.) ont vu les touristes résilier leurs contrats de location à Pâques. Et cet été, que fera la colonie de vacances de la SNIAS ? Que feront les classes de mer et les biologistes alle-

mands venus les années précédentes pour étudier le milieu marin ?

Une société industrielle de goémon parle de déménager pour aller s'installer dans la Manche. Un goémonier s'était à grand-peine fendu de 16 millions pour un bateau qui devait être lancé début juin, il pense maintenant partir s'installer au Sud-Finistère.

Les indemnités, à

l'île de Batz comme ailleurs, on n'y croit pas trop. Pour l'instant, les habitants aident les soldats à nettoyer les côtes. Il y en a pour deux mois, après on verra.

De toute façon, une chose est sûre : si l'on veut que l'État répare les dégâts causés à l'économie de l'île, il faudra à nouveau que les habitants de l'île de Batz fassent entendre leur voix.

(De notre envoyé spécial)

La coordination des comités anti-marée noire de Brest organise, le 8 avril à 14 h, une première rencontre régionale des comités au Centre social de Bellevue à Brest.

La coordination brestoïse proposera à cette rencontre l'organisation d'une

MARCHE NATIONALE SUR PARIS

qui se déroulerait le 15 ou le 22 avril (date à discuter). Renseignements par téléphone chaque soir après 20 h 30 au Centre social de Bellevue. Tél : 03 08 69 ou 03 00 81 à Brest.

Marée noire

Un paysan breton parle

— Q : A la télé, à la radio et dans la presse, on parle beaucoup des opérations de pompage, de la solidarité des agriculteurs. Qu'en est-il exactement ?

R : Oui, vu du ciel pour les caméras de la télé, on a l'impression d'une activité intense pour pomper le pétrole de l'Amoco Cadiz. La réalité est toute autre. Les tonnes à lisier mises gracieusement à la disposition des pouvoirs publics par les agriculteurs — eux sont présents volontairement — sont jusqu'à présent le seul matériel qui puisse effectuer un travail efficace, mis à part quelques camions qui peuvent pomper à marée haute. Encore faut-il qu'ils aient un accès facile, ce qui n'est pas toujours le cas. Les agriculteurs sont aidés par des appelés et des travailleurs de l'Équipement.

— Q : Et les conditions de travail ?

R : Tout ce monde travaille dans des conditions épouvantables. Tout cela pour ramasser la merde des sociétés capitalistes à la tra-

cherche constante du profit maximum. On fait énormément de tapage sur les équipements en bottes et autres qu'on nous fait parvenir. Jusqu'à présent, alors que le travail a commencé depuis huit jours, tout le matériel, tout l'équipement des volontaires sont fournis par eux-mêmes. Il n'est même pas possible d'avoir une seule goutte d'eau chaude pour se laver les mains (moi, j'en ai demandé chez un particulier de Portsall pour faire un café chaud qui serait pourtant le bienvenu compte-tenu du temps (il pleut pratiquement tous les jours) et des conditions de travail.

Malgré la bonne volonté de ceux qui travaillent, les moyens de mise en œuvre sont dérisoires au regard de la catastrophe.

— Q : Mais où est donc le plan Polmar dont on nous rabâche tant les oreilles ?

R : Pour nous, c'est clair, il n'existe pas.

— Q : Les agriculteurs ont été les premiers sur le terrain parce qu'ils avaient un peu de matériel mais

aussi parce qu'ils se sentaient solidaires, mais solidaires de qui exactement ?

R : Oui, dans cette affaire, on nous parle beaucoup de solidarité. Pour nous, nous nous sentons solidaires des marins-pêcheurs, des goémoniers et de tous les travailleurs victimes de cette catastrophe. Une grande quantité d'algues et de produits marins entrent dans la fabrication des aliments du bétail. Nous dénonçons par avance toute spéculation qui existerait en rapport avec le manque d'approvisionnement et avec la situation créée. Pendant ce temps-là, la police et la justice inculpent des paysans qui ont défendu le droit au travail pour un petit paysan face à un cumulateur marchand de bestiaux à Goueslou, près de Brest. Les paysans, ceux qui vont volontairement à Portsall, nettoient la merde. Nous réclamons justice pour les petits paysans et pour les inculpés tout comme nous réclamons que la justice agisse efficacement pour condamner les responsables de la catastrophe de Portsall.



1er avril 1978 — Manifestation anti-marée noire à Saint-Brieuc

LE SYNDICAT DES CORRECTEURS DE PARIS
SOUTIEN LES MEMBRES DU
« SYNDICAT LIBRE »
CRÉÉ PAR DES OUVRIERS SOVIÉTIQUES

Le syndicat des correcteurs de Paris (affilié à la Fédération française des travailleurs du Livre-CGT) a adopté en assemblée générale une résolution soutenant les ouvriers soviétiques qui ont créé récemment un syndicat libre « pour la défense des droits des travailleurs en URSS ».

Les correcteurs de Paris demandent d'autre part à l'ensemble du mouvement syndical français d'appuyer cette action « considérant que la constitution de syndicats indépendants du patronat, de l'État et des partis politiques est un progrès de la démocratie partout dans le monde ». L'assemblée s'est également adressée « aux organisations démocratiques du mouvement ouvrier afin d'obtenir la libération des promoteurs de ce syndicat qui ont été arrêtés et emprisonnés » en URSS.

Une lettre a été adressée aux militants ouvriers de Pologne, d'URSS et de Roumanie qui avaient demandé aux syndicats ouvriers d'Europe occidentale leur soutien pour les assurer que leur appel avait été entendu.

LE CONFLIT A LA
CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES
DE LA RÉGION PARISIENNE

Les syndicats de la Caisse d'allocations familiales de la région parisienne ont appelé, mardi, l'ensemble du personnel à cesser le travail mercredi 5 avril et à manifester au ministère de la Santé.

Cette action est destinée à soutenir le mouvement des techniciens de la Caisse qui en sont à leur 65e jour de grève. Mercredi, se tiendra la réunion du Conseil d'administration.

SUD-LIBAN :
LES ISRAËLIENS SE CROIENT CHEZ EUX

Les Casques bleus accélèrent le déploiement de leurs forces au Liban, tandis que le gouvernement libanais se prépare à envoyer ses propres forces en commençant par l'envoi de gendarmes.

Il est question de porter les effectifs de la FINUL de 4 000 hommes à 6 000 hommes, car lors de la première décision, Israël occupait 9 à 10 km à l'extérieur du Liban alors que maintenant, elle occupe une plus grande partie. Or, les Israéliens ne semblent pas prêts à quitter rapidement le territoire libanais. L'envoyé de l'AFP a constaté que les postes avancés israéliens autour de Tyr étaient toujours là.

Les sionistes font comme s'ils étaient en pays conquis. Après avoir agressé le sol libanais, obligé la population civile à se réfugier plus au nord, maintenant les soldats israéliens passent leur temps à contrôler les identités et les véhicules de réfugiés qui veulent rentrer chez eux. En six heures, cent voitures et camions bourrés de monde ont été fouillées minutieusement. De longues files d'hommes, femmes et enfants, attendent le bon vouloir des Israéliens pour retourner dans leur pays.

Pendant ce temps, en Israël, le gouvernement continue à avoir des difficultés, suite aux manifestations du « Mouvement de la Paix » et aux diverses grèves dans le pays. La compagnie aérienne « El Al » a suspendu ses activités à la suite d'une grève sauvage, la radio et la télévision sont toujours en grève. Mardi, c'était au tour des enseignants de cesser le travail.

AFRIQUE DU SUD

SIX PERSONNES BLESSÉES LORS D'UNE MANIFESTATION

Six personnes dont deux enfants, ont été blessées lors de l'intervention de la police contre une foule de 1 500 Noirs qui protestaient contre les hausses de loyer, lundi, à Middelburg, à 200 km à l'Est de Johannesburg.

La population ayant réagi violemment contre les chefs de l'administration locale qui tentaient de justifier ces hausses, la police est intervenue utilisant des grenades lacrymogènes puis elle a tiré 21 coups de feu sur la foule.

Déjà vendredi, une manifestation similaire avait été réprimée de la même manière dans la même ville.

Après Klaus Croissant, Antonio Bellavita Non à l'extradition !

(suite de la page 1)

Rapidement mis hors de cause pour cette affaire, on le maintient en prison quand même en égard à l'intervention d'Interpol. En effet, la police italienne avait émis trois mandats d'arrêt contre lui de 1974 à 1976. Pourquoi ?

En Italie, Bellavita, dirigeait une revue qui s'appelait « Controinformazione » (controinformazione). Dans cette revue, il parle des Brigades rouges et publie plusieurs documents à ce sujet.

Un travail comme pourrait en faire n'importe quel journaliste soucieux de fournir à ses lecteurs un point de vue honnête et sérieux sur un sujet donné. Mais voilà, des documents sur les Brigades rouges qu'il destinait à la publication sont trouvés dans une cache des Brigades rouges. Il les avait donnés avec précipitation, comme il le dit, dans une lettre au juge Caselli en 1976, à un membre des B.R. afin que ceux-ci vérifient les informations qui les concernaient.

Le juge Caselli a réuni un dossier sur les B.R. Un article paru dans le No 3-4 de « Controinformazione » attire son attention. Aussitôt il en conclut que Bellavita est un « sympathisant » sinon un membre des B.R. La revue s'attira l'antipathie des néo-nazis du MSI et l'Almirante, leur chef de file, fit une question parlementaire à propos de cette revue.

Perquisitions, inculpations, arrestations s'enchaînent. Bellavita choisit l'exil, une partie de l'équipe de rédaction est arrêtée, la revue continue à paraître et démonte les accusations émises contre elle par les juges Cassia et Caselli et le capitaine des carabinieri Pignero. Les arrestations des rédacteurs continuent de plus belle.

Qui est ce juge Caselli qui s'occupe des B.R. ? C'est un homme qui fait partie du courant « communiste » du Syndicat de la Magistrature italien, Magistratura democratica et a écrit des articles dans l'organe du PCI, l'« Unità ». C'est donc un révisionniste saucé

Berlinguer, admirateur effréné de l'ordre capitaliste. C'est lui qui a inculpé Bellavita sous le motif de « participation à bande armée » et sous le motif « d'organisateur des Brigades Rouges » (premier mandat daté de 1974). Le juge Caselli est donc responsable de la demande d'extradition du gouvernement italien.

Un mouvement de solidarité se développe envers Bellavita. « Libération » a publié deux listes de signatures d'une pétition s'opposant à l'extradition. Les défenseurs de Bellavita ont demandé sa mise en liberté provisoire. Le PSU proteste contre les menaces d'extradition pesant sur Bellavita.

Si une fois de plus Giscard et Bonnet accèdent aux désirs du gouvernement et de la police italienne, il y a fort à croire qu'ils nous préparent une répression renforcée à grande échelle. Il est vrai qu'ils n'en sont plus à une injustice près, ni à une violation de la légalité bourgeoise près.

Brest :

Mitterrand arrive après la marée noire

Brest, le 4 avril. Plus de quinze jours après la catastrophe, Mitterrand est venu visiter la région et tenir une conférence de presse à l'hôtel de ville de Brest, mardi midi.

On peut se demander pourquoi il est venu dans la mesure où pendant une heure, il n'a fait que redire ce que tout le monde sait et que d'autres ont dit bien avant lui : le responsable, c'est le profit.

Ce qu'il propose essentiellement c'est une commission d'enquête parlementaire, c'est-à-dire la même proposition que le P.S. avait fait, il y a onze ans, pour le Torrey-Canyon.

Quand les questions des journalistes se sont faites précises Mitterrand fut plus ou

moins gêné malgré son éloquence parlementaire.

Q : « La responsabilité exacte de la Marine nationale ? »

R : « Ce n'est pas à moi de répondre à cette question »

Q : « L'absentéisme des députés lors du débat parlementaire sur la mer ? »

R : « C'est un fait. Mais vous savez, je ne suis pas venu ici pour condamner tout le monde »

Des militants du PS nous avaient dit : « Mitterrand vient pour donner un peu d'audience à l'affaire ». L'audience en fait c'est surtout les manifestations de rue qui l'ont donnée. Quand nous avons dit à Mitterrand : « Certains ont reproché publiquement au PS de ne pas avoir

participé aux premières manifestations de rue, que pensez-vous de ce reproche fait à votre parti ? » ; le premier secrétaire du PS laissa la parole au maire de Brest. Le Blé répondit que si le PS n'avait pas participé à la manifestation du lundi de Pâques, c'est qu'il se réservait pour celle de samedi dernier, la manifestation régionale du 1er avril.

Cela n'empêche que les dirigeants du PS se mordent les doigts de ne pas avoir appelé à descendre dans la rue le 27 mars à Brest.

C'est sans doute pour redorer le blason de son parti que Mitterrand est venu en personne. Mais cela ne suffit pas.